



## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

### FINANCES 1.4

N° : 2024-10-45

Nombre de membres composant  
le Conseil Municipal : 33  
Membres en exercice : 32

### L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, LE DIX-HUIT OCTOBRE

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

#### Date de convocation :

12 octobre 2024

#### Date d'affichage :

12 octobre 2024

#### VOTE :

Pour : 32

Contre : 0

Abstention : 0

**Présents** : Jean-Michel GENESTIER, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Michel BARRIERE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Gilbert MINELLI, Michel NUGUES, Patricia BIZOUERNE, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Thomas VAUTRIN, Nathalie RIBEMONT, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Corinne RAOULT, Michel ROUBY, Patricia DJOSSOUVI, Jocelyne PAIGNON, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Didier BELOT, Lydia TCHARLAIAN, Pierre-Marie SALLE

**Absents et représentés** : David PEREIRA (pouvoir à Lydia TCHARLAIAN), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Marc LAMBLIN (pouvoir à Bernard CACACE)

**SECRÉTAIRE DE SEANCE** : Thomas VAUTRIN

#### Objet :

**MODALITES D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS**

**RAPPORTEUR : Monsieur le Maire**

### NOTE DE SYNTHÈSE :

Le passage à la nomenclature M57 nécessite de délibérer sur les modalités de comptabilisation des amortissements de nos immobilisations à venir et d'actualiser la délibération portant durée des biens amortis prise à ce sujet en 2014.

Il est à noter que la M57 introduit la gestion des amortissements au prorata temporis. En M14, l'amortissement d'un bien démarrait l'année suivant l'acquisition du bien. Ainsi, un bien acheté par exemple en mars d'une année N était amorti à partir de janvier N+1. Dorénavant, il sera amorti à compter de sa date de mise en service.

Ces nouvelles modalités d'amortissement s'appliqueront sur les nouvelles acquisitions à compter du 1er janvier 2025.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver les nouvelles conditions d'amortissement proposées dans le tableau annexé qui reprend l'ensemble des catégories de biens et l'amortissement proposé pour chacune d'entre elle.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**VU** l'article 106 de la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 dite NOTRe,  
**VU** l'arrêté interministériel du ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'Action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques,  
**VU** la délibération 2014-04-01 du 29 avril 2014 portant détermination des catégories de biens et de leurs durées d'amortissement,  
**VU** l'avis favorable de la Commission Vie municipale du 9 octobre 2024,  
**CONSIDERANT** que la Commune souhaite adopter la nomenclature M57 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 et a obtenu un avis favorable du Comptable public,  
**CONSIDERANT** que l'amortissement au prorata temporis devient la norme, et qu'il est nécessaire de réviser les durées d'amortissement des biens qui seront acquis par la Commune,

**LE CONSEIL MUNICIPAL APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE DE :**

**ARTICLE 1 : AUTORISER** l'amortissement au prorata temporis des immobilisations qui seront acquises par la Ville du Raincy à l'exception des biens de faible valeur (inférieure à 1000 €) qui seront amortis l'année suivante,

**ARTICLE 2 : DIRE** que le point de départ de l'amortissement prorata temporis sera la date de mise en service du bien.

**ARTICLE 3 : APPROUVER** les durées d'amortissement proposées dans le tableau annexé à cette délibération,

**ARTICLE 4 : DIRE** qu'ampliation de la présente délibération sera adressée au Préfet et au Comptable Public.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an  
suscits (au registre suivent les signatures),  
**POUR EXTRAIT CONFORME**

**Jean-Michel GENESTIER,**  
**Le Maire**



*La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.*

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20241028-2024-10-45-DE  
Date de réception préfecture : 28/10/2024